

Le gouvernement décidé à tourner la page des cadres d'Etat dans le sport

[AFP](#)



"Si ce scénario est avéré, ça peut être une catastrophe pour certaines fédérations, la nôtre en fait partie", dit sans détour à l'AFP le président de la fédération d'aviron, Jean-Jacques Mulot, où interviennent une quarantaine de ces conseillers techniques sportifs (CTS).

Sa crainte, c'est que les compensations financières promises par l'Etat ne durent qu'un temps, ce que dément le ministère des Sports. "Une fédération comme la nôtre n'aura pas les moyens de les prendre en charge. Ca veut dire moins d'entraîneurs pour le haut niveau, moins de formateurs sur le terrain", explique le patron de la fédé d'aviron.

Le sujet est un serpent de mer du sport français. Il a resurgi vendredi avec la révélation par Le Parisien d'une note de travail du ministère, qui

rappelle l'objectif de supprimer 1.600 postes chez les agents publics du sport entre 2018 et 2022, dans le cadre de la promesse d'Emmanuel Macron de réduire de 50.000 les fonctionnaires d'Etat.

Dans ce contexte, la note prévoit un plan de détachement des conseillers techniques sportifs (CTS) dans les fédérations, d'abord sur la base du volontariat, puis d'office à partir de 2025, avec des compensations financières sous forme de subventions aux fédérations.

L'échec de Rome

"Quasiment tous les CTS de ma fédération m'ont demandé de faire valoir que nous ne sommes pas volontaires", affirme le président de la fédération de badminton, Florent Chayet. Plusieurs syndicats d'agents et l'association des DTN ont réagi, dénonçant un "démantèlement du service public du sport".

Vingt-cinq fédérations non olympiques et multisports ont aussi exigé dans un texte commun "une réelle concertation", craignant que ce plan de détachement "accentue encore les inégalités".

L'inquiétude concerne surtout les fédérations, petites ou moyennes, dont les budgets ne dépassent pas les 10 millions d'euros. Loin du tennis, du foot ou du rugby, pour qui la prise en charge de ces cadres impacterait moins le budget.

Aujourd'hui au nombre de 1.600, les CTS sont emblématiques de la place qu'a voulu se donner l'Etat, à une certaine époque, dans le sport en France. Leur premier déploiement remonte à 1960, lorsque le général de Gaulle voulut effacer l'échec cuisant des jeux Olympiques de Rome (25^e au rang des nations avec 5 médailles). Il s'agit alors de professionnaliser l'encadrement du haut niveau et de développer les pratiques sportives. Payés par l'Etat, avec un statut de fonctionnaire, ces cadres sont placés auprès des fédérations, où ils jouent un rôle essentiel aux postes de directeur technique national (DTN), entraîneur national ou conseiller technique national ou régional.

"Vous êtes le fer de lance de ce ministère et, si j'osais, sa légion sacrée", lançait, lyrique, l'ancienne secrétaire d'Etat aux Sports Rama Yade à

l'Insep en octobre 2010, dans le cadre de la préparation des JO de Londres 2012.

Mais leur statut a souvent été remis en cause, notamment leur autonomie dans les fédérations où ils interviennent, du fait de leur lien hiérarchique à l'Etat. "Certains CTS sont tout simplement ingérables, sous prétexte d'incarner le service public", grince un président de fédération, qui ne veut pas être cité. Sans préciser lesquelles, le ministère indique que "des fédérations ont manifesté le souhait de récupérer le lien hiérarchique sur ces agents".

DTN à la fédération française de lutte, Virginie Thobor explique au contraire qu'il y a un juste équilibre à trouver. "Lorsque l'Etat nous demande de faire de la prévention de la radicalisation dans les clubs ou de féminiser la pratique, ça n'entre pas forcément au départ dans le projet fédéral. Mais c'est notre rôle de rappeler que la fédération a une délégation de mission de service public, et d'un autre côté, d'expliquer au ministère que ça prend du temps", raconte-t-elle.

La ministre des Sports, Roxana Maracineanu, affirme que le projet vise à renforcer l'autonomie des fédérations, dans la logique de la création prochaine de l'agence nationale du sport, où l'Etat sera censé partager le pouvoir avec le mouvement sportif et les collectivités territoriales.